

Les organisations syndicales membres de l'**Alliance syndicale Orange/UNI**

ACV, ABVV-BBTK, FGTB-SETCA de **Belgique**, SYNATEL du **Burkina Faso**, SYNACOM du **Cameroun**, SYNAPOSTEL CI de **Côte d'Ivoire**, CCOO, UGT d'**Espagne**, CFDT-F3C, CGT-FAPT, FO-COM de **France**, FESATEL de **Guinée**, SM-OMA de **Madagascar**, SYNTOM du **Mali**, SOM-UMT du **Maroc**, SYNAT Télécom Niger du **Niger**, SKPT NSZZ Solidarność, FSST OPZZ de **Pologne**, OTUC, CDT, SYTHAC de la **République Démocratique du Congo**, SNTPT, SYST du **Sénégal** l'UGTT de **Tunisie**,

s'inscrivent dans la journée d'action internationale du 17 juin pour le centenaire de l'OIT et sur le thème : « Le travail n'est pas une marchandise » pour le « Droit de grève » et « Libertés syndicales et contre la répression ».

La stratégie mise en œuvre dans le groupe Orange s'inscrit dans une logique de dumping social, où les salariés sont mis en opposition dans leur pays, notamment par le biais de la sous-traitance, mais aussi de la filialisation des entreprises et des activités.

La direction tend par-là à faire de la division des salariés un mode de gestion.

Les organisations syndicales exigent que l'ensemble des salariés, quelles que soient leur entité d'origine, aient les mêmes droits et garanties, le même accès à la négociation collective et l'exercice du droit syndical.

Ensemble elle demande une autre répartition des richesses, équitables pour :

- l'emploi, avec des garanties de hauts niveaux pour tous les salariés des maisons mères filiales et sous-traitants.
- les rémunérations, par des augmentations salariales pour tous, et une prime monde pérenne et égale pour tous les salariés.
- les conditions de travail, permettant de faire un travail de qualité et de vivre décemment.
- l'arrêt des projets de restructurations et d'externalisations.

Elles demandent que des négociations s'ouvrent avec les salariés sur la situation d'Orange Niger, et que la direction s'engage à trouver une issue favorable pour chaque salarié.

Elles demandent une audience afin d'être entendues et de négocier sur l'ensemble de ces points.

Elles appellent l'ensemble des salariés à signer massivement la pétition et à décider collectivement des formes d'actions (grève, rassemblements....) pour porter haut et fort leurs revendications lors de la journée d'action internationale du 17 juin.